

RETOUR DE FUKUSHIMA

du 15 au 19 Janvier 2012

→ Lundi 16 Janvier 2012

I – Entretien avec l’Ambassadeur – Déjeuner à l’ambassade

1) - L’Ambassadeur rappelle le contexte japonais. Il observe une ouverture politique intéressante du Gouvernement.

Le Premier Ministre, M. Noda, vient de remanier son équipe. Il manifeste une volonté de relancer les échanges avec l’Europe.

L’ancien premier ministre avait été critiqué pour la gestion de la catastrophe. Le nouveau Premier Ministre nommé depuis septembre dernier, (même « parti démocratique ») manifeste une plus grande maîtrise de la crise. Le ministre responsable de la crise est resté en place.

L’année 2012 sera une année cruciale. Il faudra faire face à la fois au désastre du Tsunami qui a détruit 200 km de rivage sur une profondeur de 5 km. Il faudra mobiliser les moyens de la reconstruction et ceux de l’indemnisation. Il faudra en même temps gérer la catastrophe nucléaire et les conséquences humaines économiques.

Y aura-t-il consensus sur la poursuite du nucléaire, dans quelle condition ? . Il apparaît qu’il n’y aura pas de réouverture de centrale nucléaire sans accord des collectivités locales.

En juin 2011, après le vote d’une loi par le parlement « the reconstruction head quarters » est créé près du Premier Ministre pour conduire la reconstruction et coordonner les politiques. Un crédit de 150 milliards a été voté.

2) – Concernant l’accident nucléaire proprement dit :

- Sur la centrale n° 1 avec six réacteurs, deux n’étaient pas en fonctionnement donc sans problème, quatre ont été endommagés dont un très gravement, aucun ne pourront repartir mais ils ont été, semble-t-il « sécurisés ».

- Sur la centrale n° 2, il y avait quatre réacteurs qui n’ont pas été touchés.

- On s’interroge sur les techniques et moyens de la décontamination, sur l’élimination des déchets sur les 54 réacteurs, existants au Japon, il n’y a que cinq en fonctionnement qui devraient être arrêtés pour contrôle en mai prochain.

Ceci veut dire que toute la production nucléaire du Japon (25 %) sera arrêtée. Le Gouvernement pourrait relancer un réacteur sous conditions, ce serait un test.

En tout cas à Fukushima, la population est contre la réouverture et le Gouverneur aussi.

Evidemment, cela pose le problème de l’énergie au Japon et d’approvisionnement en gaz et fioul (réouverture de centrales thermiques).

Se pose aussi la question de la durée de vie des centrales dont certains arrivent à 40 ans. Faudra-t-il les prolonger ?

Un débat national est envisagé dès maintenant et devrait déboucher sur des décisions, à l’automne : grand débat sur le dialogue énergétique, la sécurité et aussi sur la chaîne alimentaire.

La France, malgré les quelques « dérapages » du début, est perçue comme solidaire et s'engage auprès du Gouvernement et des Autorités Nucléaires.

Le Gouvernement souhaite maintenir une offre industrielle à l'exportation en coopération avec la France.

L'Ambassadeur considère notre mission très importante. La présence d'élus sur ce terrain auprès d'autres élus, de la population sera très appréciée. Notre vision compte tenu de notre expérience locale est utile. Il faudra voir comment la prolonger avec l'aide de Cités Unies et groupe Pays France/Japon.

→ Lundi 16 Janvier 2012 à 15 H 00

II – Entretien avec M. Yukijoshi MINEHISA

M. MINEHISA du « Reconstruction Headquarters » créé auprès du Premier Ministre le 24 Janvier 2011 ;

Il s'agit d'une mission interministérielle destinée à mettre en œuvre le programme défini par le Gouvernement avec le « Basic Guidelines for reconstruction ». Ce document a été élaboré à partir des propositions d'une commission d'experts que le Gouvernement avait mis en place au printemps. Une loi votée en Juillet a ouvert un crédit de 160 Milliards d'Euros pour financer dans les cinq prochaines années les dépenses de la décontamination et de la reconstruction. Il semble que les plans de reconstruction seront établis par les collectivités locales qui les transmettent par les préfectures.

L'Etat remboursera les dépenses de la décontamination engagées par les communes. La mission interministérielle devra se coordonner avec l'entreprise Tepco pour les indemnités à sa charge, on peut se poser des questions sur la pertinence du plan de reconstruction proposé, sur les modalités d'indemnisation et la capacité de Tepco à faire face.

→ TEMOIGNAGES

Mardi 17 Janvier 2012 – 10 H 00

ENTRETIEN avec M. Norio KANNO, Maire de Iitate, commune de 6.000 habitants, essentiellement agricole, située à 40 kms de la centrale. C'est une commune assez autonome, ne dépendant pas de l'énergie nucléaire. Tous les villageois ont dû se déplacer.

Le maire manifeste une grande colère vis-à-vis de l'entreprise, de l'arrogance des responsables.

Face à cela, il fait de son mieux. Les habitants ont été complètement « cassés », les enfants, bébés ont été obligés de se déplacer plus loin pour éviter les risques.

Au départ, il y avait 1.700 foyers qui se sont réfugiés.

Dans la mesure du possible, les habitants restent dans une distance d'une heure de voiture de leurs maisons, pour essayer de garder contact avec la vie, l'emploi, les équipements. Les gens font le va et vient avec leur lieu de vie d'origine, quelques heures par semaine. Pour les personnes âgées, c'est surtout le changement de vie qui pose problème, plus que la nocivité elle-même.

Nous avons trois objectifs :

- Contrôle de la santé publique,
- Malgré la dispersion, il faut échanger et garder une forme de communauté,
- Il faut aussi engager la décontamination. Nous sommes des pionniers en matière de décontamination : personne n'a d'expérience.

Contrairement au Tsunami, la catastrophe nucléaire est invisible. Notre souhait est de tous retourner dans notre village mais beaucoup hésitent. Il faut les comprendre et ne pas séparer les uns des autres. Le Gouvernement ne tient pas compte de notre envie de revenir dans notre village.

On ne peut pas mesurer toutes les conséquences de la catastrophe, bien sûr, il y a les morts et disparus du Tsunami mais les conséquences de la radioactivité sont inconnues et présentes dans tous les esprits. Les responsables ne saisissent pas la différence entre la tristesse de ceux qui ont tout perdu et ceux qui souffrent du nucléaire. Ceux-là ne peuvent « repartir à zéro », on ne sait pas où l'on va et cette situation n'est pas perçue. Les gens sont victimes d'une situation invisible.

Questions : Quelle autorité contrôle la situation sanitaire ? par rapport à la contamination

Nous étions ignorants, nous n'avions pas de moyens pour la décontamination.

Le Gouvernement a fixé la dose de « sievert » acceptable à 20 unités. Au-delà, il faut évacuer. Il existe des points de contrôle surveillés sur tout le territoire.

Est-ce que le maire demande à agir lui-même pour décontaminer ?

Oui, je revendique le droit d'agir. Mais, il n'y a pas vraiment de pouvoir, dans ce domaine, des collectivités locales.

Y-a-t-il une assistance technique ?

Oui, on a un appui technique. Il y a un projet de plan de décontamination de notre village comme modèle. On commence à décaper les sols, mais les déchets sont importants (230 km² dont 70 % de forêts). Où déposer ces terres contaminées ?

Il semble impossible de décontaminer les arbres des forêts, la pluie dispersera la pollution !

On peut détruire les feuilles mortes ! On peut couper des arbres !

Comment faire pour l'eau potable ?

Au départ, on ne pouvait pas boire, mais on a retrouvé de l'eau potable.

Combien de jours après la catastrophe, la population a-t-elle été déplacée ?

Un mois seulement après l'accident. La consigne a été donnée d'évacuer et cela a duré deux mois. Ceci peut se comprendre car cette commune est hors des 20 et 30 kms. Elle a été touchée par le nuage qui s'est dirigé loin vers l'ouest.

Où sont allés les habitants ?

70 % chez des amis, 30 % dans des logements provisoires, des hôtels loués par le Gouvernement.

Au plan de l'agriculture, des animaux, que s'est-il passé ?

Il y avait 3.000 têtes de bétails. Après contrôle, certains animaux ont été vendus. La plupart ont été abandonnés et devenus sauvages avec des conséquences psychologiques désastreuses lorsque les habitants ont découvert le bétail mort.

Quelles relations avec Tepco ?

On ne peut pas faire face directement avec Tepco, ce n'est que par l'Etat et le Comité d'Indemnisation. On est frustré.

Quelles conséquences politiques dans la population, les responsables ?

Chaque collectivité réagit différemment.

En tant que maire, j'ai pris du temps pour évacuer. On m'a accusé d'assassinat, mais je suis fier de ma position. Les critiques venaient de gens étrangers au village.

Y-a-t-il eu consensus politique dans le village ?

Certes les avis étaient partagés mais finalement les gens sont unis.

Y-a-t-il eu des gens qui ont cherché à vendre leur maison et terres ?

Les gens n'ont pas vendu ici car il y a un trop fort attachement sentimental. S'il y avait des ventes, ce serait l'Etat qui achèterait, la plupart des forêts appartiennent à l'Etat.

Quel espoir pour le retour ?

Le souhait serait deux ans, mais on ne peut pas dire à cause des risques pour les enfants, chacun pourra décider. C'est aussi pourquoi les gens sont attachés à garder cette distance relativement proche à cause de l'attachement au village.

S'il y a une forte coopération entre le Gouvernement et le village, on pourra aller plus vite.

D'où viennent les experts qui vous aident ? Ce sont des gens extérieurs au village, payés par le village qui sont ensuite remboursés par l'Etat.

Dans ce village d'accueil où il y avait déjà 6.000 habitants, la population a donc doublé et on a donc doublé l'accueil scolaire.

Réouvrira t-on les centrales ?

Le maire pense que les centrales ne seront pas réouvertes. L'opinion ne le comprendrait pas dans la province de Fukushima. Ailleurs, il faudra arrêter le nucléaire et sortir du nucléaire progressivement pour tout le Japon.

Nous avons dans notre village un principe de conduite toujours pratiqué : respecter les voisins, s'entraider, avoir une communication « intime », un esprit communautaire. Nous sommes face à une très grande épreuve, mais qui peut être un déclic pour approfondir notre principe de vie.

Le Maire est éleveur de bétail, maire depuis 18 ans, manifestement très imprégné de culture territoriale et traditionnelle.

La mairie provisoire est installée dans un bâtiment d'une autre commune qui était vide.

La gestion raisonnée de la situation par ce maire a permis de sauver beaucoup d'activités. Ce ci a été possible parce qu'il y a une diversité de situation territorial dans la nocivité, la pollution créée par le nuage varie selon les points du village.

Message du Maire Norio Kanno

Special Message from Mayor Kanno

Let's speed down!

Kanno, Norio

Mayor of Iitate Village, Fukushima Prefecture

I have heard someone saying that the happiest man in the world is one who lives in a country house in England, earns as good a salary as Americans, has a Japanese wife and employs a Chinese cook. I'm not certain that having a Japanese wife means the happiest life, so far as I'm watching today's Japanese women including my wife. But it seems that the desire to live in the country is steadily spreading in Japan too. "Rich in mind rather than in matter!" is a phrase that has long been talked about and I think people have come to give some favorable evaluation to living in the country as one of the means to pursue the richness in mind.

A decade ago, if we left an urban life to live in the country, such rumors would go around as a family in reduced circumstances or getting sent to the boondocks on account of a blunder in the company. Today, on the contrary, living in the country is becoming an up-to-date style of life for those who have doubts in the material and economical richness and who wish to acquire the rich mind and relaxed life. By the way, many of the U.S. presidents were owners of farms, weren't they?

People in the country have yearned for the metropolis for a long time. They have wished to wear cloths in metropolitan styles and to follow metropolitan ways of life as close as possible. They have believed without doubt that it is the modernization and there must be the Blue Bird in that civilization. They have been seeking the way to the urbanization for their all worth.

Could they find the Blue Bird in the urbanization and the civilization?

There are increasing people who have realized the Blue Bird didn't live in urban cities but she lives in their own mind.

I think they have come to know that there are still all sorts of possibilities in the country and in the farm life and they can feel the true richness there rather than in the urban cities where everything is full and saturated.

The rich life in the country, however, is not to be offered by others but you have to find

and create it yourself. You work toil and moil in urban cities and earn money to buy some culture. But in the country it is your original "creating culture". So you cannot lead a happy country life, unless you cultivate your sense or polish your sensitivity and unless you can get your own *raison d'être* by your own efforts without copying others' life for creating your own way of life. In this respect we who live in the country must reconsider, if we have been a little too lazy.

We can make an order to a construction firm in order to build a culture center but we can never rely on others in order to create our own culture. We could never create it without the mental activity of the people who live there. The desired country life could never be established without the cooperative mental activity of the people who live in the country. If we still assign the highest priority to efficiency, rationalism, economy and speediness, we can't encourage the true mental activity.

The Japanese society has stepped too many accelerators. We need somehow to release it and speed down. I would like to suggest that those who have run should walk, those who have walked should stop and those who have stood should sit down.

Then we can find the beauty of flowers around our feet. I suppose that if we suspend the hard working for a while, the view will change around us.

Men in the world, let's try a bit more to do what doesn't yield money!

You will therefore add the depth to your humanity, which will provide some prospects for you to look round and find new designs of life. I would be very much pleased if I can receive your opinions. Thank you very much for your kind attention.

Mardi 17 Janvier 2012

ENTRETIEN Avec M. Ryo IJICHI.

M. Ryo Ijichi nous parle des expériences qu'il a eues en tant que coordinateur entre le Gouvernement et la zone sinistrée après la catastrophe du 11 Mars.

Voici le profil de Ryo Ijichi :

As Executive Director for NPO « on the Road », Ryo Ijichi has been actively involved in the relief and reconstruction towards the Great East Japan Earthquake. On the road has sent more than 15,000 VOLUNTEERS TO Ishinomaki (Miyagi) for clean up of the city and supporting people at evacuation centers, and now at temporary housing. Currently On the Road remains active in the support of the people along with supporting local business to recover in Ishinomaki.

On the Road has also been active in bringing back people's power to Fukushima through organizing Summer camps for children to go outside of Fukushima, along with a major event on discussing NEW Fukushima after 3.11 in the center of the city bringing more than 10,000 citizens. Currently On the Road is preparing to launch a project at Fukushima for community empowerment in Dake Onsen in Nihonmatsu (nom de la ville).

Simultaneously Ryo Ijichi is a Chief Examiner for the Japanese Government's Secretariat of the Reconstruction Headquarters in response to the Great East Japan Earthquake.

M. Ryo Ijichi nous fait part de ses doutes quand à la fiabilité de la politique de décontamination. Certes, on peut décontaminer un local, un bâtiment, un espace extérieur bien identifié, une cour ! Mais que faire dans un vaste territoire ouvert avec des terres agricoles, des forêts, des villages ou quartiers de villages entiers.

On laisse entendre que grâce à la décontamination, les habitants pourront revenir chez eux. Si cela est possible dans des secteurs éloignés où les radiations sont revenues au-dessous des normes acceptables, cela semble très hypothétique dans d'autres cas.

Par exemple, le Maire de Litate laisse entendre à la population que le retour est envisageable dans deux ans. C'est un espoir sûrement nécessaire pour la population, mais lui-même a des doutes.

Nous avons traversé en bus ce « village » en fait une vallée de plusieurs kilomètres au cœur d'un paysage de collines boisées avec des habitations, bâtiments d'activités diverses fermés, déjà marqués par l'abandon. On nous a signalé des vols et dégâts dus à des effractions. Les terres sont abandonnées. Que sera ce « village » dans deux ans. Certes, les habitants réfugiés dans des lieux qui restent à au moins une heure de voiture peuvent faire des visites hebdomadaires de contrôle !

Mardi 17 Janvier 2012 à 14 H 00

Rencontre avec le Maire de Minamisoma, M. Katsunobu SAKURAI et M. NAYASHI fonctionnaire, responsable de la gestion de la crise.

La commune de Minamisoma est située sur la côte et a subi le Tsunami sur 40 km.

Elle est en partie dans la zone des 20 km d'exclusion. Elle comprend aussi dans la zone des 30 km une « zone d'exclusion en cas d'urgence ». Elle présente certains points bien localisés de haute radiation. C'est une commune qui a récemment fait l'objet d'une fusion de trois communes encore mal « unifiée ». Il s'agit donc, d'une situation particulièrement difficile à gérer pour le Maire. Il existe des différences de situations entre les personnes qui entraînent des incompréhensions et critiques y compris chez les enfants. Pourquoi cette « famille est indemnisée et pas la mienne ».

La commune a 71.000 habitants. Dans la zone des 20 km, 18.800 ont du partir du fait du nucléaire. Au total 26.258 personnes sont réfugiées du fait du Tsunami.

En dehors de la zone d'exclusion, la vie a commencé à reprendre, cependant dans les hôpitaux la situation est difficile car il y a une pénurie de personnels. Dans les écoles, 40 % d'élèves sont revenus, les autres sont partis.

Le Maire raconte :

Au moment de l'accident, il n'y a eu aucune information des autorités, aucune communication concernant les évacuations. Il a donc fallu, de notre propre initiative, évacuer d'urgence 5.000 personnes en les dirigeant vers le nord et l'ouest. Par solidarité, les villes voisines nous ont accueillis. Beaucoup d'habitants devaient se « débrouiller » par eux-mêmes. Nous étions coupés de tout lien avec le monde extérieur.

De même pour la contamination, nous avons commencé à agir par nous-mêmes sans consigne. Dans l'ensemble, l'action du Gouvernement est arrivée trop tard. L'attitude des responsables n'a pas été correcte.

Au Japon, les habitants ne sont absolument pas informés à propos de la sécurité nucléaire, on n'a pas compris quel est le risque exact.

Aujourd'hui, beaucoup ressentent une grande inquiétude et ne voudront pas revenir.

Le Maire considère que cet accident doit être une leçon pour le monde entier. Il considère qu'il faut arrêter les centrales nucléaires.

En réponse aux questions le Maire intervient :

- Il indique que la décontamination se poursuit de façon ponctuelle en fonction des lieux et des priorités d'utilisation, des équipements, par exemple les écoles.
- On décape la terre des cours sur 5 cm et on stock la terre dans des bâches de façon provisoire et à proximité. On ne sait pas où stocker.
- On ne sait pas non plus comment traiter les déchets du Tsunami dans la zone des 20 km d'exclusion.
- Il faudra reconstruire mais sur des terrains « surs ». On avait oublié les risques du Tsunami et les techniques de protection se sont avérées illusoires.
- On parle d'un plan de reconstruction d'un milliard d'euros.
- Les contrôles de la radioactivité se font tous les jours, maintenant, par la préfecture sur un ensemble de points et consultables sur internet.

▪ Sur la reconstruction, « les propositions seront faites à la préfecture », mais nous ne sentons aucune vision d'ensemble, aucun projet ! Ce sont des milliers de logements qu'il faudra reconstruire !

5.000 foyers ont perdu leurs logements ! Certains partiront définitivement.

Aujourd'hui encore 2.500 personnes vivent dans des logements provisoires. L'Etat a également loué près de 3.000 logements.

▪ Quel sentiment a-t-on vis-à-vis des Autorités Locales ?

Nous avons perdu cette croyance naïve dans la sécurité. Certains maires sont très en colère « sommes-nous encore des citoyens du Japon ? ».

▪ Le Maire est opposé à la reconstruction de la centrale. Il serait favorable à un débat national sur le nucléaire.

Mercredi 18 Janvier 2012 à 9 H 00

Visite à la ville de Hirono, 5.500 habitants.

Cette ville est à la frontière de la zone d'exclusion des 20 km, dans la zone d'exclusion d'urgence. Un fonctionnaire des services de la mairie (qui a été fermée et déplacée) nous accueille. Nous allons sur le site du collège fermé qu'on est entrain de décontaminer. On nous explique que l'on décape la cour et les abords sur 5 cm. Les terres sont stockées dans des bâches en plastique bleu, rangées en bordure du terrain. Il s'agit de terres polluées par du césium 134 et 137. Le dernier ayant une durée « de vie » de 30 ans. Où mettra-t-on ces terres ? Personne ne peut dire. Le site est entouré de collines boisées.

Comment traiter les bois. La pluie viendra mais si elle lave les arbres, l'eau s'écoulera sur la terre, beaucoup d'interrogations et de doutes. Quand pourra-t-on envisager le retour des élèves ? Peut-être au mois d'Août 2012 ? Combien espère-t-on d'élèves ? Peut-être 20 % ?

Des ouvriers dans des nacelles lavent les murs extérieurs du collège. On peut toujours décontaminer un mur, une pièce, un local, mais que faire à l'extérieur ?

Quelle crédibilité dans la politique de décontamination, quelle sécurité pour l'avenir ?

Mercredi 18 Janvier 2012 à 12 H 00

ENTRETIEN avec M. Eisaku SATO, ancien Sénateur puis Gouverneur de Fukushima.

M. Sato se présente. Il nous accueille avec beaucoup de sympathie. Nous nous présentons tous. Il indique qu'aucun journaliste japonais ne vient le voir. Il apprécie la présence du journaliste du Monde.

Il a été longtemps Sénateur du Parti Conservateur puis Gouverneur.

En 1988, quatre mois après sa nomination, il y a eu un accident grave à la centrale de Fukushima au réacteur n°2, un bloc de métal de 34 kg est tombé dans la cuve. Tepco a prévenu le Gouvernement et lui n'a été prévenu que huit jours après.

Le Gouverneur fait référence à une déclaration faite à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de Tchernobyl sur la nécessité de prévenir et d'informer en priorité les collectivités locales, mais concernant Fukushima, les Autorités ont expliqué qu'il y avait un tel désordre, une telle confusion qu'on n'avait pas pu informer les habitants.

La question de la communication et de la transparence reste donc au Japon un vrai problème. Tous les ans dans toutes les centrales, il y a des problèmes plus ou moins graves non communiqués !

Comme Gouverneur, il a décidé d'appliquer, lui-même, le principe d'autonomie et de transparence, de démocratie. Il a rendu publique son intention de pratiquer ces principes. Un mois plus tard, l'agence de l'énergie distribue auprès des habitants une carte de certification de sécurité de la centrale. La population a donné plutôt raison au Gouverneur.

L'agence affiche une sécurité à 100 % le 29 Août 2002. Il y a eu une dénonciation interne auprès du Gouvernement que Tepco manipulait des données. Au lieu de rendre public ces impressions, l'agence les a données à Tepco.

Les services du Gouverneur conçoivent et éditent une brochure sur l'énergie nucléaire qui pose les questions de sécurité et de coût, du retraitement.

En 2004, il participe à une Commission de Sécurité nucléaire du Gouvernement. Il indique qu'en France et en Allemagne, ont mis des années pour traiter cette question alors qu'au Japon, il suffit de trois réunions pour décider. Il met en doute les décisions de la commission.

Question : Avait-il le droit d'entrer dans la centrale ?

Il a réuni beaucoup d'experts du Monde entier mais ne pouvait pas entrer dans la centrale !

Après avoir mis en doute, la démarche du Gouvernement, un journaliste est venu le voir à propos d'un prétendu scandale qui l'aurait concerné, puis il a été accusé de corruption, bien qu'il n'y ait eu aucune preuve, il a été condamné.

Un journaliste allemand du Spiegel a expliqué que l'Allemagne avait échappé à « l'empire nucléaire » mais qu'au Japon, il y a eu accord entre politiques, entreprises, médias pour créer la « nation nucléaire ».

Il veut contribuer à rendre son pays plus démocratique.

Il regrette que le Japon ait pris tant de retard sur les énergies renouvelables.

Mercredi 18 Janvier 2012 à 16 H 00

Nous allons visiter les logements provisoires qui accueillent les habitants du village de Kawauchi, du côté de « Big Palette » - Fukushima à Kooriyama.

Le personnel de la mairie du village de Kawauchi n'étant pas disponible, ce sont les deux personnes qui vont nous accueillir pour nous parler des expériences qu'ils ont vécues en tant que réfugiés.

L'une est Mme Keiko KUBOTA qui organise un « salon-atelier » avec ses voisines de logements provisoires dans leur salle de réunion. Elle va également nous présenter ses voisines, car c'est le jour où elles se trouvent réunies.

L'autre est M. Toshiro KITAMURA, il appartient à The Japan Atomic Industrial Forum, Inc (JAIF : Gensan Kyôkai, une société civile à personnalité juridique). En tant que sinistré de l'accident nucléaire, il a noté tout ce qu'il a vécu pendant sa vie de réfugié sous forme de mails adressés à ses collègues de JAIF.

Ses témoignages sont réunis sous forme d'un livre « Regrets d'un homme qui travaillait pour l'industrie nucléaire », « Genpatsu suishinsha no munen », publié l'automne dernier.

Il nous invite à lire une partie de ses témoignages traduits en anglais par ses collègues avec le lien ci-dessous.

Ce lien se trouve dans le site officiel de JAIF :

<http://www.jaif.or.jp/english/fukushima/evacuation.html>

Mme Keiko Kubota répond à nos questions. Elle indique que dans ce lieu, elle craint que la radioactivité soit plus forte que dans le village de Kawauchi qu'il a fallu quitter. Dans ces constructions préfabriquées de type « chantiers » alignés parallèlement sur plusieurs dizaines de mètres de long et séparées de quelques mètres de large seulement, vivent, semble-t-il, 300 personnes à la plupart des personnes âgées, voire handicapées. Il n'y a pas d'enfants. Nous sommes vraiment dans un camp de réfugiés. Comment peut-on survivre dans de telles installations si rustiques, sommaires après avoir été arraché à son environnement familial ? Il y a cet atelier d'activité dans une pièce de quelques m² seulement. Les femmes sont assises par terre, pas de mobilier. Il faut bien du courage, de l'espoir pour « tenir » ici.

Mme Keiko Kubota nous indique qu'il y a des demandes pour le suivi médical ? Manifestement ici comme ailleurs, on s'inquiète de la mesure constante de la radioactivité et de ses conséquences.

Mme Keiko confirme que les réfugiés attendent le retour chez eux. Mais quand ?

M. Kitamura est un ancien de Tepco. Il parle avec calme de la catastrophe. Son jugement est sévère pour l'entreprise mais aussi pour les Autorités Locales. Pour les habitants aussi finalement qui ont accepté sans s'interroger sur ce nucléaire, toujours rassurés. Lui aussi, il pense avoir été entraîné, complice dans un monde sans problème. Et puis est arrivé l'accident. Il décrit la situation d'abandon vécue pas les habitants, une panique pour fuir, pas de cars disponibles (10) pour des milliers de personnes. Des centaines de voitures particulières qui s'engagent sur une route sans avoir d'indications sur la destination à prendre, 7 heures d'embouteillage pour quelques kilomètres.

En quittant ce site des logements provisoires, nous notons la présence d'un bureau de la Croix Rouge allemande.

Immense sentiment d'abandon de drame psychologique.

Jeudi 19 Janvier 2012 à 9 H 00 – Visite de la côte sinistrée d'Ishinomaki

C'est une des villes les plus touchées par le Tsunami.

Il s'agit d'une immense zone d'activité, et habitations totalement ravagées.

Plus de la moitié des 61.000 habitations ont disparus. On a du héberger 6.800 familles dans des logements provisoires. De vastes terrains vagues s'étendent sur des kilomètres, parsemés de débris, de voitures, carcasses cassés, bâtiments détruits. La reconstruction n'a pas vraiment démarrée. On indique qu'on envisage de reconstruire au même endroit après avoir construit un mur de 7 mètres de haut. La vague faisait 15 m. Vraiment on peut s'interroger sur la politique de reconstruction. Qui décide, quoi ? Et où ?

Déjà, on aperçoit quelques bâtiments en cour de réparation au milieu de ce désastre. On a largué des alignements de voitures entassées les unes sur les autres pendant des centaines de mètres de part et d'autres de la route. On estime que le Tsunami a détruit 500.000 voitures. Il faut trier les déchets, les entasser, les évacuer, les détruire ! Et lorsque l'un se trouve en plus dans la zone contaminée, comment faire sur 40 km de la côte concernée.

le 23 Janvier 2012

Yves DAUGE,

Ancien Sénateur,

Adjoint au Maire de Chinon.